

12 Sports

Handball/23e édition de la coupe d'Afrique des nations 2018

Le Gabon accueillera l'événement

MIKOLO-MIKOLO

Caire/Égypte

UNIQUE pays ayant présenté sa candidature, le Gabon s'est vu confier, hier, au Caire (Égypte), par la Confédération africaine de handball (CAHB), l'organisation de la 23e édition de la coupe d'Afrique des nations seniors masculins de handball. Rien n'était gagné d'avance, surtout après les questions qui ont suivi la présentation du dossier gabonais par Ange Makilat (vice-président de la Fédération gabonaise de handball) et Gaëlle Padonou de l'agence de communication Tandem'Nco. Sous le contrôle du SGA 2 du ministère de la Jeunesse et des Sports, Jean-Paul Tiri. Liant le sérieux et l'humour lors de sa plaidoirie, Ange Makilat a « réaffirmé solennellement l'engagement pris par notre pays, d'accueillir la 23e édition de la Coupe d'Afrique des nations seniors masculins en 2018. Notre gouvernement a, sans hésitation, répondu oui à l'ensemble des exigences contenues dans le cahier de charges de la CAHB pour l'organisation de cette manifestation. » Une affirmation, selon le vice-président de



Photo : Mikolo MIKOLO

Handball, candidature de la CAN 2018. Commission de désignation.



Photo : Mikolo MIKOLO

D'où la joie du vice-président de la Fégahand, Ange Makilat (bras levé) qui y voit sans doute déjà les retombées positives (pour qui ?) de l'organisation de cette compétition.

la Fégahand, qui « traduit la volonté manifeste du Gabon. Lequel – sous l'impulsion du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, qui a placé la jeunesse et le sport parmi les priorités de son septennat (en cours, NDLR) – mettra tous les moyens logistiques au service de la fête, de l'émotion et de la pas-

sion du sport. »

Le regard grave fixé vers les délégués de la CAHB, Ange Makilat a dit ce que ces derniers attendaient de lui. « L'engagement du Gabon s'est matérialisé par l'édification des infrastructures sportives d'envergure dont un palais des sports, le renouvellement et l'accroissement du ré-

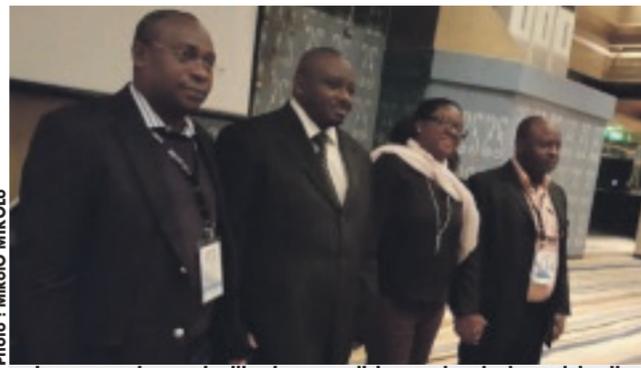


Photo : Mikolo MIKOLO

Les membres de l'instance dirigeante du hand-ball africain pendant la délibération.



Photo : Mikolo MIKOLO

Le président de la Confédération africaine de handball CAHB, Mansourou Aremou lors de l'annonce de l'organisation par le Gabon de la Can de hand-ball 2018.

seau d'autoroutes, la construction des nouveaux hôpitaux, cliniques et services d'urgences publics et privés, la couverture du territoire par la téléphonie mobile et fixe, sans oublier l'accès généralisé au réseau internet et un aéroport mis à niveau des normes internationales. Le gouvernement

gabonais, en ce qui concerne les réglages, travaille très activement dans une dynamique de progrès et de résultats, afin de garantir une offre de qualité sur les plans sportif, sécuritaire, sanitaire et communicationnel. Le Gabon, terre d'hospitalité et d'accueil, terre de passion du sport

vous attend en 2018 », a-t-il plaidé.

Les propos du vice-président de la Fédération gabonaise de handball seront soutenus par un film de six minutes présenté et commenté par Gaëlle Padonou. « Le Gabon est une terre d'accueil où se côtoient différentes nationalités et religions. Il propose une diversité de paysages, une multitude de facettes de la vie culturelle, académique, sportive et sociale sur un territoire relativement petit. Avec ses infrastructures modernes et performantes, Libreville est un lieu privilégié et totalement adapté à l'organisation de la Can de handball en 2018 », a indiqué Gaëlle Padonou. Laquelle, avec d'autres membres de la délégation gabonaise, ont été priés de quitter la salle. Avant d'y revenir, huit minutes plus tard, pour entendre la décision prise par le Conseil de la CAHB.

« Après délibération, le conseil a désigné le Gabon pour organiser la 23e édition de la Can 2018 », a déclaré le président de la Confédération africaine de handball, Mansourou Aremou. Celui-ci se propose d'envoyer, dans les prochains mois, des missions à Libreville pour s'enquérir de l'avancement des travaux révélés

Kick-boxing/Séance de travail entre le bureau fédéral et le ministre des Sports

Le problème, ce sont finalement les contestataires

F-K-O.M

Libreville/Gabon

UNE séance de mise à plat des polémiques qui ont cours, depuis plusieurs mois, à la Fédération gabonaise de Kick-boxing (Fégakick) s'est tenue, hier, au ministère des Sports, en présence du chef de ce département, Blaise Louembe. Le membre du gouvernement a invité le président de la Fégakick, Erick Richard Ella Bekale, qui était accompagné des membres de son bureau, à éclairer sa lanterne.

« Si je vous ai convoqué ici, ce n'est guère pour vous faire passer au crible, mais plutôt vous faire part des plaintes de certains pratiquants de votre discipline que j'ai reçus ici. Ces derniers portent sur vous un certain nombre de griefs, comme celui de n'avoir pas respecté les procédures dans le changement de la dénomination de la



Photo : Kennedy ONDO

Les membres de la Fédération gabonaise de Kick-boxing lors de la séance de travail avec le ministre des Sports.

fédération, sans compter les textes qui ne répondent pas, disent-ils, à la donne actuelle. Ce groupe se dit exclu de la corporation du fait que les responsables des ligues sont nommés plutôt qu'élus. Enfin, ils dénoncent votre gestion financière, notamment en ce qui concerne les compétitions internationales. Ils parlent même de détournement des fonds », a indi-

qué Blaise Louembe. Bien qu'exaspéré, le président fédéral a tenu à livrer sa part de vérité. « Il ne faut jamais chercher à tuer la poule aux œufs d'or. Nous sommes la seule fédération qui apporte les médailles au pays lorsqu'elle est en compétition internationale. Dans la fédération que je préside, je prône le rassemblement et non la division



Photo : Wilfried MBINAH

Pour Blaise Louembé, Erick Richard Ella Bekale est le président "légitime".

comme mes détracteurs tentent de le faire croire », a laissé entendre M. Ella Bekale. Avant d'exprimer sa déception du comportement de certains responsables du ministère des Sports, qui mettent de l'huile sur le feu dans certaines fédérations. Les détracteurs du président de la Fégakick lui reprochent aussi de refuser les affiliations de certains clubs. « Je ne refuse pas les affiliations. Au contraire,

quand il y a beaucoup de clubs affiliés, cela nous permet d'avoir plus de pratiquants dans les ligues et à l'équipe nationale. Pour l'affiliation, il y a des conditions à remplir. Il n'est nullement de ma responsabilité de confier un club au premier venu, alors qu'il aura en charge des enfants, tout en sachant que le kick-boxing est un sport très violent », a précisé Erick Richard Ella Bekale. Et de rappe-

ler au ministre que ces polémiques "stériles" durent depuis cinq ans.

Parmi les points à l'origine des conflits, il y a le fait que le bureau fédéral exige un diplôme de ceinture noire pour les responsables de clubs, un brevet d'éducateur et une somme de 150 000 f.

Pour ce qui est des activités contestées de la fédération, il trouve cela anormale, surtout venant des personnes ne faisant pas partie d'une fédération. « De quel droit vont-ils s'élever contre une organisation dont ils ne sont pas membres ? », s'est-il interrogé.

Après cette séance d'explications, Blaise Louembe a tranché : « Vous avez été très clair. Je voulais que cette réunion soit courte, mais votre plaidoyer a été très captivant à travers votre énoncé des faits. Je comprends que ceux qui vous contestent ne vont jamais s'affilier. Il semble que ce soit eux le problème. »